



30 AOÛT et 12 SEPTEMBRE

TOUS CONCERNE(E)S ET DANS L'ACTION

POUR NE PAS SUBIR UN RECUK SOCIAL DE 100 ANS !!



Alors que les attaques contre les droits sociaux des salariés se multiplient, qu'elles sont mises en œuvre par un gouvernement et un président eux-mêmes mis en place par le MEDEF, il est temps d'aller dire à ses messieurs, patrons du CAC 40 et autres, qui battent des records de dividendes, qui touchent plus de 40 milliards de CICE, qui suppriment de l'emploi et précarisent le reste que nous refusons que des générations de salariés, que nos enfants, soient livrés aux affres du capitalisme !

Dans le ferroviaire aussi, le « MACRONAT » alter ego du MEDEF fait des ravages... L'UTP, syndicat patronal du ferroviaire (où la SNCF est majoritaire) en est membre. C'est bien sous la pression du MEDEF que le gouvernement envisage d'accélérer l'ouverture à la concurrence !

Dans le ferroviaire aussi, les libéraux sont décomplexés après l'élection du meilleur d'entre-eux, Hervé Maurey et Louis Nègre, sénateurs UDI et LR ont transmis les principales lignes d'un projet de loi pour accélérer l'ouverture à la concurrence et la privatisation de SNCF dès 2019. **Filialisation des gares, transfert des matériels, privatisation de la maintenance et transfert obligatoire des personnels à statut et contractuels, avec la bénédiction de la direction SNCF, tout y passe ! Cette ouverture à la concurrence sans passer par une phase d'expérimentation pour qu'elle soit effective dans sa totalité pour TET et TER le 03 décembre 2019 est une revendication du MEDEF alors que le 4^{ème} paquet ferroviaire n'en fait pas une obligation !**

Mais il est troublant que les dirigeants de SNCF annoncent dans le même temps la création et l'autonomie de 2 branches « Voyages » et « Transport du quotidien » à l'intérieur de Mobilités. La création des ESV, de Gares et connexions, de la filiale Transkeo... Il ne fait plus aucun doute que la planète libérale précipite et organise la concurrence mais malgré ses dénégations, la direction SNCF oriente et coordonne activement la voie de la privatisation !

Après la loi d'Août 2014 qui était la première étape, c'est maintenant le démantèlement complet de l'entreprise publique qui est aux portes !! C'est donc bien sous la pression du MEDEF, pressé de récupérer les subventions publiques liées au transport ferroviaire que l'entreprise publique se délite, que les travailleurs du rail voient chaque jour leurs conditions d'emploi être remise en cause et le moins-disant social devenir la règle !

**Chaque travailleur du rail est concerné, il est temps d'inverser le rapport de force, de se mobiliser pour ne pas régresser !
Un préavis couvrira les cheminots en service voulant participer.**

**RENDEZ-VOUS NOMBREUX LE 30 AOÛT DEVANT LES UNIVERSITES D'ETE
DU MEDEF A JOUY-EN-JOSAS (RER C)
MONTRONS AUX VRAIS INSPIRATEURS DE LA POLITIQUE MACRON QUE
NOUS NE NOUS LAISSERONS PAS FAIRE !!**



Les mauvaises nouvelles pour les cheminots et pour l'ensemble des salariés s'accumulent. En dépit de la mise en scène de concertation, la loi travail 2 apparaît comme la promesse de l'attaque la plus violente contre le monde du travail, celle qui fait dire à Gattaz, patron des patrons qu'il est « sur un petit nuage ».

Le résultat de telles politiques, nous le connaissons car les mêmes mesures produisent leurs effets dans d'autres pays :

- en Allemagne où les lois Hartz ont généré une multitude de travailleurs et particulièrement de travailleuses pauvres, et renvoyé des retraité-es au travail...
- en Grèce et en Espagne où les coupes budgétaires réduisent les services publics à peau de chagrin, et où les protections collectives du droit du travail ont été en grande partie supprimées. Là aussi pauvreté et détresse sociale

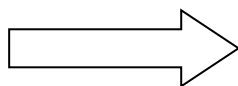
Nous voulons renforcer les protections et les droits de ceux et celles qui travaillent dans le privé comme dans le public, défendre le droit au logement, à l'éducation et à la santé, augmenter les salaires et réduire le temps de travail, défendre les libertés publiques et individuelles ; nous ne voulons pas que nos enfants vivent moins bien que nous alors que les richesses produites explosent ! D'autres choix que la précarité et le moins disant social existent, cela s'appelle le progrès !

Nous invitons l'ensemble des travailleurs du rail, tous ceux et celles qui partagent la conviction que de telles attaques vont nous affaiblir, nous appauvrir, diviser encore plus le tissu social, à s'unir pour riposter et à se rassembler dans la grève et dans les manifestations du 12 Septembre prochain !

Macron veut aller vite et de fait, le calendrier sera très serré. Les ordonnances seront publiées, maintenant que la loi d'habilitation est adoptée, au cours du mois de septembre et elles seront ensuite soumises à la ratification du Parlement à l'automne. Cela laisse donc peu de temps pour organiser la riposte.

Nous nous sommes déjà mobilisés, unitairement avec d'autres organisations syndicales, mais aussi avec des collectifs comme le Front Social et "Nos droits contre leurs privilèges".

Attaque sur les salaires, sur les droits sociaux comme la retraite ou la protection sociale, sur le droit du travail ... Haro sur les services publics, tout le monde est concerné !



Procurez-vous sur le site SUD-Rail.fr ou auprès de vos délégués, le fascicule qui vous montrera les raisons de se mobiliser ... et rendez-vous dans la rue le 12 Septembre !



Luttons massivement parce qu'un autre avenir que celui que nous promet Macron est possible !!